



Quotidien • d'Informations • Générales

MARDI 24 JANVIER 2019

EDITION: 1229

CINQUIÈME ANNÉE

PRIX : 250 FC



Nicolas Moussa
M'madi nommé
directeur général 5



L'ancien gouverneur de l'Ile de Ngazidja, Mouigni Baraka Said Soilihi a officialisé sa candidature, et celui de ses gouverneurs, hier à Ntsoudjini, avant d'aller enregistrer sa candidature à la cour suprême. Le candidat malheureux aux dernières présidentielles appelle la population cette fois, à éliminer Azali dès le premier tour.

Elections anticipées

Le parti Mouroua dans une neutralité temporaire

Le parti Mouroua fait partie des formations politiques qui forment l'alliance de l'opposition, le Mouvement Amami Ya Komori. A travers une conférence de presse, hier mercredi à Moroni, le Mouroua a annoncé qu'il préfère rester dans une neutralité temporaire, face aux élections anticipées de mars prochain.



Le parti Mouroua devant la presse

Le parti Mouroua n'apporte aucun soutien à quiconque. Une neutralité temporaire est annoncée en attendant la validation des candidatures par la cour suprême. Puisque, le parti, selon les conférenciers, veut « un candidat influant, qui sera en mesure de renverser le régime en place. » « Nous sommes face à une véritable forfaiture qui appelle à la mobilisation des forces vives de la nation pour provoquer la déroute du régime en place par des moyens démocra-

tiques disponibles », lance le président du parti Mouroua, Saïd Abas Dahalane. Et lui de déclarer, « le parti Mouroua ne présente aucun candidat aux élections présidentielles ni à celles des gouverneurs, confirmant ainsi sa parfaite cohérence avec ses prises des positions antérieures contre les actes anti-démocratiques de l'administration du colonel Azali Assoumani. » Le leader de cette formation politique qui fait partie des forces du Mouvement Amani

Yakomori, fulmine la nouvelle classe politique caractérisée par une « attitude anticonstitutionnelle », dont sa vision est fondée pour s'éterniser au pouvoir. « Le despotisme aveugle sans précédent dans notre pays dirigé par le colonel Azali Assoumani est entré de bafouer toute les libertés démocratiques, de malmener les principes élémentaires d'Etat de droit au point de priver la population de choisir », dé-

nonce Saïd Abas Dahalane. Le Mouroua affirme qu'il est du camp de l'opposition. Une opposition libre et démocratique et il se réserve le droit inaliénable de faire ses choix à partir du lancement officiel de la campagne électorale, sur la base de son programme et principes qu'il a toujours défendus et qui seront précisés dans les prochains jours.

NASSUF.M.ABDOU (STAGIAIRE)

Elections gubernariales

Fnj rejette Sitty Farouata

Pendant que la mouvance présidentielle opte pour Sitty Farouata Mouhidine aux élections des gouverneurs, le parti Front national pour la justice (Fnj), rejette complètement ce choix. Un courrier a été adressé au bureau politique de la mouvance demandant de remplacer cette candidate, sans réponse.

Le parti Front national pour la justice soutient la candidature d'Azali. Mais il n'opte pas pour la candidature du commissaire au genre, Sitty Farouata. Les responsables se sont justi-

fés et estiment que le choix désignant Sitty Farouata comme candidat est insoutenable puisque le Fnj est un parti fondé sur des principes de l'Islam. Alors, cela peut changer les valeurs qu'ils ont toujours défendues. Le secrétaire national de ce parti, Mahamoud Hodari a souligné que « nous sommes de la mouvance présidentielle mais nous ne pouvons pas battre campagne pour cette femme. Cela ne veut pas dire que nous opposons Sitty Farouata mais en tenant compte des textes religieux, Fnj ne peut pas céder à cette candidature. »

C'est une position qui sera mal digérée par la mouvance présidentielle. De toutes les façons elle a déjà investi ses candidats dès le début du mois de janvier. Il peut donc y avoir des conséquences à en courir avec notre position mais les leaders de Fnj seraient prêts à encaisser. Le parti appelle à la redynamisation de ses membres. « Nous devons continuer sur notre dynamisme. Il faut que nous mettions le paquet avant de lancer un appel à toute personne qui aime la religion musulmane de se joindre à eux. L'islam est notre devise, nous sommes à toute



Sitty Farouata Mouhidine

adhésion d'un islamiste », ajoute Mahamoud Hodari. Le Fnj a envoyé un courrier à la mouvance présidentielle pour manifester son désaccord relatif à la candidature de Sitty Farouata. Mais, le secrétaire de la mouvance présidentielle nous confie n'être pas au courant de ce sujet. Wait and see.

H.H

Présidentielles

Mouigni Baraka appelle à éliminer Azali dès le premier tour

L'ancien gouverneur de l'Ile de Ngazidja, Mouigni Baraka Said Soilihi a officialisé sa candidature, et celui de ses gouverneurs, hier à Ntsoudjini, avant d'aller enregistrer sa candidature à la cour suprême. Le candidat malheureux aux dernières présidentielles appelle la population cette fois, à éliminer Azali dès le premier tour.

L'ancien gouverneur de Ngazidja, Mouigni Baraka Said Soilihi se relance à la course pour Beit Salam. Etant un ténor de l'union de l'opposition, Mouigni Baraka préfère représenter son parti RDC aux élections présidentielles que de s'allier avec un candidat. Ses priorités une fois élu à la magistrature suprême sont le rétablissement de l'ordre constitutionnel, sauvegarde de l'unité nationale donner à Anjouan son tour en 2021, l'autonomisation des îles, la réorganisation des institutions publiques et privées et libération des prisonniers politiques. L'occasion pour Mouigni Baraka d'annoncer ses candidats au poste des gouverneurs dans les trois îles. Il s'agit respectivement de Hatim Nakib Djonnhy à Ngazidja, le député Ben Omar à Anjouan et le député Djabir à Mohéli.

« AZALI A PEUR DE SAMBI »

Dans son intervention, devant des différents notables, des cadres des religions de Ngazidja, des



Mouigni Baraka officialise sa candidature devant une foule immense

membres de son parti RDC, le candidat Mouigni Baraka Said Soilihi a pointé du doigt au gouvernement central et celui de l'île de Ngazidja. « Ce n'est pas la tournante qui est mauvaise, ce sont les gouvernants. Pourquoi changer la constitution ? », selon Mouigni Baraka qui soutient que la tournante a pu restauré « la paix » et la « tranquillité ». « Je me suis donné l'initiative d'opposer Azali depuis le départ car je connais ses intentions. Ce qui est important pour tout le monde est d'éliminer Azali dès le premier tour. On dirait qu'il avait une revanche envers les politiques emprisonnés car il a refusé de les libérer. Nous savons tous qu'Azali a peur de Sambi », a fait savoir le candidat du parti RDC. Il promet une étroite collaboration et entente avec tous les comoriens (du

régime et de l'opposition) pour le développement des Comores. « Je suis perplexe et je regrette sur le comportement du gouverneur de l'île de Ngazidja qui n'a pas pu améliorer les conditions de vies de Wangazidja », regrette-t-il.

HATIM NAKIB DJONNHY, UN RELAIS QUI RASSURE ?

Hatim Nakib Djonnhy, candidat aux gubernariales dans l'île de Ngazidja reste convaincu que c'est la jeunesse qui est capable de changer la donne, de changer le pays. « Il faut réfléchir avant de faire son choix dans les élections présidentielles et gubernariales du mois de mars prochain », conseille le candidat du RDC aux élections des gouverneurs. Selon lui, le but de cette cérémonie est d'officialiser les candida-

tures avant les dépôts. Ce n'est plus une mobilisation de campagne. Il promet de suivre le plan de Mouigni Baraka dans tous les domaines importantes notamment, améliorer l'éducation des enfants de Ngazidja.

« MOUIGNI BARAKA EST LE CANDIDAT LE MIEUX PLACÉ »

De sa part, le notable Mohamed Ahmada Mboreha a appelé aux jeunes de prendre la relève et à s'imposer pour le développement du pays. « Mouigni Baraka est le candidat le mieux placé. Ne ratez pas cette opportunité. Il serait mieux de prendre conscience des événements actuels qui secouent le pays. Avec Mouigni, nous aurons une vie paisible », lance le notable.

H.H

Reportage Ikonni

Quand le quartier Uzio ne bénéficie pas d'eau dans les robinets

A Ikonni plus particulièrement le quartier Uzio, depuis plus de 9 ans, les habitants vivent sous l'insuffisance d'eau de la société Ma-mwe. Un quartier formé de plus d'une centaine de foyers. Certains parmi eux bénéficient l'eau dans les robinets et d'autres en bénéficient avec énergie. La plupart des habitants de ce quartier achètent l'eau de robinet pour survivre.



Des enfants à la recherche d'eau dans les robinets

Uzio est un quartier de la ville d'Ikonni, situé entre Ikonni et Vouvouni. Il regroupe plus d'une centaine de maisons. Eloigné de la ville, le quartier ne manque de rien à l'exception de l'eau, « « un élément indispensable dans la vie de tous les jours. » Pus de 9 ans depuis que ce quartier ne bénéficie pas de l'eau de la société Ma-mwe dans ses robinets. Moins de 10 foyers en bénéficié. Les résidents de ce quartier passent des heures à remplir une bouteille de 1 litre, n'en parlons plus d'un jerricane de 20 litres.

Dès la levée du soleil, des queues dans les robinets pour se procurer de l'eau dans un seul robinet. C'est comme « des élèves avant d'entrer en classe. » Femmes âgées, hommes, pères de famille, jeunes, adolescentes et enfants, tous viennent avec des bouteilles, des jerricanes de

20 litres et 5 litres à la recherche de l'eau, « source de vie. » De coutume, les femmes remplissent leurs jerricanes et c'est à leurs maris ou enfants d'aller les vider et d'être remplis à nouveau afin que la famille ne manque pas d'eau pendant toute la journée.

LES TÉMOIGNAGES

Papali, un jeune du quartier Uzio témoigne cette pénurie ou insuffisance d'eau dans le quartier. « Je sais que dès mon réveil, je n'ai que l'idée d'aller chercher de l'eau, malgré l'insuffisance de ce produit. L'eau est indispensable. Nos sœurs, mères et les hommes en ont besoin. Ce n'est pas facile. Mais le pire, on passe son temps à remplir une bouteille ou un jerricane. C'est encore plus dur », déplore Papali. Les enfants aussi se pré-

sentent avec des bouteilles de 1 litre et demi. « C'est devenu plus que naturel », poursuit-il. Chaque famille sait que la première tâche à s'en occuper, est d'aller épuiser « cette source de vie. » Et même les enfants de bas âge s'habituent. « La situation est devenue une réalité qui nous ronge les cœurs. Nous traversons des moments difficiles », selon un jeune de ce quartier Uzio. Pour les enfants, ils ne se présentent dans les robinets que les week-ends, des jours où ils ne vont pas à l'école et pour les grands, c'est tous les jours.

Une mère âgée de 55 ans témoigne que depuis 2009 elle n'a pas eu d'eau de robinet dans son foyer. Elle a été obligée de construire deux citernes et achète régulièrement de l'eau à 50.000 kmf. « Depuis mars 2009, je n'ai pas eu de l'eau de robinet chez moi. J'ai été

obligée de construire des citernes et j'achète de l'eau de la Ma-mwé à 50.000 kmf. En 2012, j'ai reçu une facture de 600.000 kmf. J'ai été totalement étonnée et je me suis rendue à la Ma-mwé, mais les responsables m'ont rassuré qu'ils viendront régler le problème, en vain », a affirmé cette de famille.

UNE CLOCHE POUR RÉVEILLER LES VOISINS

Pour mieux se présenter à l'heure dans leurs activités professionnelles, entre autres, une voisine sonne l'alarme de très bon matin et réveille les autres, s'elle se rend compte que l'eau coule dans le robinet. Et si la cloche n'est pas sonnée, tous les voisins comprennent que l'eau ne coule pas. En effet, les yeux se fixent sur le stock d'eau.

EL-ANOU

Hopital El-Maarouf

Nicolas Moussa M'madi nommé directeur général

Trois mois après la mort de l'ancien directeur de l'hôpital El-Maarouf, Ali M'madi Takia, un nouveau directeur est nommé par décret présidentiel datant du 17 janvier dernier. Ce directeur aura beaucoup de défis à relever dans cet établissement sanitaire où les citoyens ne cessent de dénoncer son fonctionnement.

Une feuille de route a été tracée par l'ancien directeur du centre hospitalier El-Maarouf, Ali M'madi Takia. Des mesures de sécurité ont été renforcées. Après deux mois de poste vacant, le président a signé



Le centre hospitalier El-Maarouf

le décret N°019/PR portant nomination du directeur général du centre hospitalier El-Maarouf, Nicolas Moussa M'madi. Il a été attaché d'administration dans ce même centre hospitalier.

Un travail lourd lui attend vu que le gouvernement annonce l'émergence à l'horizon de 2030. Etant un pilier du développement, le nouveau directeur général doit faire face aux évacua-

tions sanitaires.

A noter que ce centre hospitalier national connaît un monde nouveau avec l'installation du tableau d'affichage informatique, pour annoncer le programme de consultation, le renforcement de la sécurité pour l'intérêt de tous et un programme bien déterminé pour assurer le bien-être des patients, l'interdiction de l'accès des taximan à l'intérieur de cet établissement, et l'instauration des prises en charge des malades avant la régularisation des factures, entre autres, tels des mesures prises pour le bon fonctionnement de l'établissement.

LA RÉDACTION

Fort vent dans l'océan indien

Aucun danger, selon le service météorologique

Depuis dimanche, le pays vit des forts vents et des pluies diluviales. Les Comores comme les îles de l'océan indien, subissent des données climatiques inadéquates, mais aucun danger ne menace les Comores, selon le service météorologique.

Les fortes pluies qui médusent les îles de l'océan indien ces derniers temps, sont le résultat du vent fou qui secoue les zones de l'océan indien. Les Comores ne sont pas épargnées de la situation climatique. Les îles de l'océan indien connaîtront dans les prochains jours, un fort vent

fou, qui provoquera des fortes pluies de discontinuité. Mais le service de météo aux Comores, rassure la population, qu'« aucun danger n'est prévisible pour les îles Comores. » La situation mobilise les spécialistes du domaine météorologique pour rassurer la population à tout moment d'un changement des données naturelles. Selon les informations émanant de service météorologique de l'île de la Réunion, « les prévisions voient une foule nuageuse traversant la grande île de Madagascar, pour retrouver le canal de Mozambique, et les conditions y sont favorables pour maîtriser les données climatiques. » Selon les techniciens en la

matière, dans le parti nord et sud du canal de Mozambique, les masses nuageuses est le système qui est en phase de se former aux Comores et qui engendre des coups de vent violents et qui ramène ensuite de l'orage aux îles Comores. C'est pour cette raison que les Comores ont vécu des averses depuis la semaine dernière. Les techniciens en matière

météorologie rajoutent qu'il existe « une possibilité de vivre dans ce même système climatique jusqu'à demain vendredi. » Cependant les météorologistes appellent aux pêcheurs et les compagnies d'arrêter temporairement leurs activités maritimes en attendant le rétablissement de la situation climatique.

NASSUF. M. ABDOU (STAGIAIRE)



Fait divers

Moussa Sofiane poursuivi pour coups et blessures volontaires

Moussa Sofiane a été déféré hier mercredi, au palais de justice de Moroni. Poursuivi pour coup et blessures volontaires, le prévenu reconnaît les faits qui lui sont reprochés. Le parquet demande l'application de la loi.

Un acte condamné par l'article 295 du code électoral. Les faits remontent au 20 janvier dernier. Deux jeunes d'une même localité se disputaient. Il s'agit de Moussa Sofiane et Fayad Ahamada. Devant le juge, le prévenu a reconnu les faits, d'avoir donné deux

coups de poings à Fayad Ahamada. « Nous étions en dispute et Moussa m'a frappé, deux coups », a expliqué la victime, Fayad Ahamada. Mais le prévenu a nié d'avoir lui frappé deux coups. « Je lui ai donné un seul coup de poing. Il a menti à mon nom et ça m'a choqué. Je n'ai pas pu résister. Par conséquent, je lui ai frappé une seule fois et non deux fois », reconnaît Moussa Sofiane.

Le ministère public a sollicité l'application de la loi. Moussa Sofiane est placé en mandat de dépôt depuis hier mercredi, jour de son audience au palais de



Palais de justice de Moroni

justice de Moroni devant un noir de monde. La sentence est attendue ce matin au tribunal de Moroni. Aucune peine n'est requise contre le prévenu. C'est aujourd'hui, que la justice délibère dans cette affaire de

coups et blessures volontaires entre des jeunes de Moindzaza Mboini. Moussa Sofiane sera-t-il condamné à une peine de prison ferme ou de prison avec sursis ?

EL-ANIQU

Madagascar

Le Nord balayé par une dépression

Eketsang approche du Sud. Le Nord de Madagascar, comme Mayotte, a été touché par la dépression tropicale qui circulait d'Est en Ouest. Les régions de Diana et de Majunga ont été fortement arrosées.

La mer était très agitée les ports ont été fermés. Le Sud de la Grande île attend désormais l'arrivée d'Eketsang. On ne compte plus les routes et les pistes coupées, impraticables, les cases et les maisons inondées. Le Nord et le Nord-Est de Madagascar viennent de subir un véritable déluge. Si le vent était fort, mais supportable,

en revanche, les régions de Diana, comme celles de Nosy Be ou Mahajanga ont vécu trois jours les pieds dans l'eau.

Eketsang va toucher le Sud. Quand l'on voit la taille des roches propulsées sur la terre ferme par la houle, on comprend parfaitement pourquoi les autorités ont fermé les ports de cette région. Nosy Be est désormais coupée du monde. Lexpressmada.com écrit : "L'axe Ambilobe-Ambohitra risque d'être coupé. Les eaux ont ébranlé les piles de ponts des villes de Mahavavy et Ankazomainty. Une inspection de l'ouvrage d'art s'impose avant de l'ouvrir à la circulation".

Après le Nord, c'est le Sud de la grande île qui devrait être touché par cette dépression. Après Desmond, c'est cette fois Eketsang qui arrive. Ce système est

constitué en grande partie de la dépression, qui a impacté le Nord pendant ce week-end.

SOURCE : MAYOTTE 1ÈRE



A l'origine de nos soldats : une socioanalyse de l'AND.

Mais...que fait l'armée ? Cette question qui sort de la bouche de tout un chacun et qui germe dans la réflexion des intellectuels n'a jamais été anachronique. Partout dans le monde, en Occident comme dans le tiers-monde, les forces de l'armée ont toujours été la cible des critiques dans des sociétés démocratiques où la mission de la maréchaussée est le maintien de l'ordre, la répression des outrances et la défense des institutions républiques. Si en France, le récent phénomène « gilets jaunes » illustre l'existence d'une force publique parfois dépassée par une révolte sociale, aux Comores, l'intervention de la police et des unités d'Escadron de la gendarmerie, en vue de remettre l'ordre public, est souvent émaillée de bavures. Aussi, l'image de l'armée en Afrique est associée à l'exercice autoritaire du pouvoir et à l'effritement de la neutralité professionnelle. On assiste alors à une faiblesse à la fois de maturité professionnelle et d'éthique politico-démocratique chez nos soldats, parfois exploités par des éventuelles scissions entre forces royales et milices rebelles. Seule l'armée, la police et la gendarmerie sont tenues de maintenir l'ordre public dans une société dite démocratique et c'est pourquoi, pour exercer son devoir citoyen ce corps mérite l'attention de tous. La première urgence serait une formation adaptée, une reconnaissance sociale et des conditions de travail adéquates. Alexis de Tocqueville, ce philosophe français du XVIII^e siècle écrivait « qu'il n'y a que le gouvernement qui puisse assurer l'ordre public : le peuple n'a peur que de la maréchaussée, les propriétaires n'ont confiance qu'en elle. Pour les uns et pour les autres, le cavalier de la maréchaussée n'est pas le principal défenseur de l'ordre, il est lui-même. » Aux Comores, l'armée nationale a-t-elle atteint ce stade d'une force professionnelle, républicaine et citoyenne capable d'instaurer et contrôler l'ordre public ? Pourquoi dans ces dernières années l'AND est dans le viseur des citoyens à chaque descente sur terrain ? Vanamboini, Mitsoudjé, Bahani, Mutsamudu, Iconi..., la liste est longue. Nos soldats et nos officiers sont-ils à même de mesurer l'enjeu de leur engagement et des missions qui leurs sont confiées ? A l'heure où ces interrogations occupent l'opinion publique et politique et dans un contexte social où l'AND est toujours sollicitée, il est fondamental de saisir les caractéristiques de nos soldats afin d'appréhender ou évaluer le niveau et la qualité des missions qu'ils conduisent. Une étude socio-analytique qualitative et quantitative est donc nécessaire. Nous en proposons quelques éléments monographiques.

Qui sont nos soldats ?

La première caractéristique d'identification sociologique de nos hommes en treillis est leur origine sociale. Au sortir de la colonisation, les engagés de l'armée sont en majorité issus de familles modestes, urbaines dont les parents étaient surtout de professions libérales, notables influents dans leurs villes et rarement agents de l'Etat. Ces jeunes dévoués à la profession militaire avaient une instruction considérée comme suffisante : brevetés du secondaire, jeunes bacheliers ayant obtenu des formations militaires à l'extérieur. Ces officiers, rentrés au pays dans les années 1980-1990 ont occupé des postes de commandement dans une armée où il fallait tout organiser : former des jeunes recrues à l'éthique militaire, réformer une administration et une gestion des forces armées et de la gendarmerie nationale avec peu de moyens. Ces officiers des premières heures ont été relayés par une autre vague de hauts gradés qui ouvre la voie à une vocation militaire auprès de plusieurs générations. N'étant pas issus de la bourgeoisie dominante dont les enfants étaient destinés à d'autres carrières très prestigieuses, ces premières générations n'avaient d'autre issue que de se forger un parcours militaire ouvert à tous, noble métier qui était pris en charge par l'Etat. Dans cette lancée, le pays ayant besoin de cadres dans tous les secteurs, a encouragé aussi la formation des sortants de l'Ecole supérieure de Nvouni pour pallier à plusieurs manques dans l'administration et l'enseignement. Entant donné que ces officiers sortants des écoles de Meknès, Saint-Cyr, Antsirabé ou Alfortville, avaient la mission d'abord de formater par les méthodes du drill, des soldats, recrutés sur la base d'un niveau scolaire très bas et parfois ayant traversé un désœuvrement total, une déscolarisation et une forme de délinquance juvénile imposée par le système où les crises de l'école deviennent épisodiques. Ce sont ses sol-

dats, hommes de rang ou sous-officiers actuels qui interviennent aujourd'hui dans les missions de redressement de l'ordre. De tels soldats ne sont pas différents des jeunes de nos villes et villages qui sèment la zizanie dans le quotidien. Dans son discours de présentation des vœux à la nation, le président de la République, fin connaisseur et cadre supérieur de l'AND a rappelé que « ces soldats, avant qu'ils soient des militaires, ce sont vos enfants. Ils interviennent dans des villes et villages où ils retrouveront des frères d'armes, des proches de leurs familles. » Ces soldats ne possèdent pas le principe de l'obligation de réserve recommandé et enseigné au corps. Ils oublient, parfois leur statut d'hommes de loi. Ce niveau d'instruction de nos hommes mêlé aux différents niveaux de formation très élevés de leurs chefs, provenant d'horizons divers du fait que certains officiers de gendarmerie et de l'armée sont diplômés d'écoles de police de Tripoli, de Sharjah... Un tel facteur hypothèque le professionnalisme de l'AND qui est toujours en reconstruction. La chronologie historique de notre armée impose de tenir compte de l'aspect à la fois synchronique et diachronique de son existence. Le passage d'une armée néocoloniale à une force nationale avec les différentes appellations qu'elle a connues, a également métamorphosé son statut et son niveau d'intervention. Le passage des Gardes Comores à l'AND en passant par les Commandos Mwassi, la Garde Présidentielle (GP), la police fédérale, les forces armées comoriennes (FAC) aux Forces comoriennes de défense (FCD), les forces publiques ont souvent changé de carte d'identité à l'image des citoyens qu'elles protègent. Une autre caractéristique et non le moindre est d'ordre psychologique. Longtemps décriée et parfois discrédiée par les citoyens, nos soldats ont connu plusieurs surnoms péjoratifs dont le plus connu est celui de Naylé Yilalé, désignant les soldats de mangeurs-dormeurs et non de combattants de la nation. Ce stéréotype a beaucoup dénigré nos soldats et décrédibilisé l'institution militaire, réduite à une armée sans importance. En effet, depuis la réforme de l'armée mise en place en 1997 pour unifier l'institution, gendarmes, policiers et militaires s'efforcent de redorer le blason et imposant une image autoritaire respectable auprès des citoyens. La substitution d'une armée Naylé Yilalé à une armée Yayilé Yifanyé Hazi (expression humoristique utilisée lors du discours officiel de président Azali, initiateur de l'AND) impose à nos hommes de visibiliser leur efficacité et utilité dans la vie sociale. Au-delà d'une revalorisation de l'organigramme des forces de gendarmerie et de l'armée par la création des Garde-côtes et l'introduction effective des services de santé militaire, de l'ENFAG dans les corps militaires et la récente naissance de la Sécurité civile, nos soldats s'efforcent de s'imposer par le phénomène psychologique de compensation, mécanisme de défense qui consiste à l'être humain d'adopter une stratégie pour dissimuler ses manques, ses faiblesses. Par manifestation inconsciente, l'usage incontrôlé et parfois disproportionnée des forces de l'ordre est donc une façon de revaloriser leur statut et leur rôle d'homme de loi utilisant la force. Ce mécanisme freudien est aussi visible auprès de soldats de plusieurs pays. Les exemples abondent et nous les vivons tous les jours.

Comment aborder la question militaire aux Comores ?

Il ne s'agit pas, dans ce papier, de faire l'éloge de l'armée ou de légitimer les failles et les faiblesses. Il s'agit seulement de comprendre, qu'à l'instar de notre de nos institutions familiales et villageoises, notre armée est en perpétuelle reconstruction dans une société où l'exercice de l'autorité s'effrite. Les soldats de l'AND, les hommes de la gendarmerie, les agents de police sont aussi les notables de nos villages, les pères de nos familles, les Wunamđji de nos villages, les joueurs de nos clubs de foot, les membres de nos associations... et que seule le treillis aux galons nous différencie d'eux. Ils ont une part de nous et nous avons une part d'eux. Si la carrière et la personnalité des soldats exigent des conditionalités, un code moral spécifique, l'institution militaire demande d'être soutenue par toute la société. Les conditions de leur traitement passent par des formations efficaces, des recyclages, une rémunération consistante et surtout une visibilité efficace auprès de la population par une mise en place d'une armée de proximité qui cultiverait la confiance du peuple et la formation citoyenne de ce dernier. L'armée est aussi un inconditionnel pilier de l'Emergence, de notre Emergence. Elle a un grand rôle à jouer et nous avons un devoir envers elle : la reconnaissance et le respect.

Issa ABDOUSSALAMI

Sociologue, doctorant à Aix-Marseille Université
Enseignant de Lettres à l'académie de Créteil.

Tunisie

Le 23 janvier Journée de l'abolition de l'esclavage, une décision « historique »



Le président de la République tunisienne, Béji Caïd Essebsi, vient de proclamer le 23 janvier Journée nationale de l'abolition de l'esclavage. Une décision qualifiée d'« historique » par les militants des droits de l'homme, qui le réclamaient depuis plusieurs années.

La Tunisie célébrera désormais, chaque 23 janvier, la journée nationale de l'abolition de l'esclavage. Cette décision présidentielle a été proclamée après une rencontre avec la présidente de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes, Raoudha Laabidi, à l'occasion de la commémoration du 173e anniversaire de l'abolition de l'esclavage en Tunisie. Depuis cette annonce, la toile semble ravie. Les défenseurs des droits de l'homme et les militants des associations de lutte contre le racisme ont exprimé leur joie face à cette avancée. Beaucoup félicitent cette dé-

cision, dans laquelle ils voient une vraie consolidation des acquis, surtout après les récentes réformes comme la loi criminalisant le racisme en octobre dernier, ou encore la possibilité désormais pour une Tunisienne de se marier avec un non-musulman.

IL EST GRAND TEMPS DE DÉLIVRER LES MÉMOIRES DE L'OUBLI ET DE NOUS RÉCONCILIER AVEC CETTE HISTOIRE LOINTAINE D'UNE « AFRICANITÉ » EN ÉCUEIL

La présidente de l'association M'nemty, Saadia Mosbah, connue pour être la figure emblématique de la lutte contre le racisme en Tunisie, a adressé le 21 janvier 2019 une lettre au président de la République : « Nous en parlons avec beaucoup de fierté et d'orgueil dans nos discours, nos tribunes, nos journaux, nos radios, pour dire au monde entier que ce petit pays est précurseur, avant-gardiste, moderne. [...] Il est grand temps de délivrer les mémoires de l'oubli et de

nous réconcilier avec cette histoire lointaine d'une « Africanner » en écueil, sachant que la Tunisie a donné son nom au continent Ifriqiya. »

RENDRE « EFFECTIVE » LA LUTTE CONTRE LE RACISME

Contactée par Jeune Afrique, Yamina Thabet, présidente de l'Association tunisienne de soutien des minorités (ATSM), n'a pas caché sa satisfaction après cette annonce qu'elle a qualifiée « d'historique », et qui représente pour elle « la deuxième grande nouvelle de ces derniers mois », après l'adoption en octobre de la loi sur le racisme.

« Nous voulions proclamer une journée nationale pour l'abolition de l'esclavage, car nous estimons qu'il s'agit de notre histoire et d'une date charnière qu'il faut commémorer. Comme les collectifs M'nemty et Adam, notre association adresse depuis 2012 des lettres à la présidence. [...] C'est très impor-

tant que l'histoire de l'esclavage soit enseignée à l'école si on veut que la lutte contre le racisme soit effective », a-t-elle ajouté.

Sous l'impulsion d'Ahmed 1er Bey, la Tunisie a été le premier pays arabo-musulman à abolir l'esclavage en 1846 – avant la France et les États-Unis. Même si la traite s'est poursuivie jusqu'au début du XXe siècle, d'autres textes beyliciaux avaient également été promulgués, dont un en 1841 interdisant la vente des esclaves dans les souks de l'agglomération de Tunis, et un autre, une année plus tard, prohibant leur vente et leur envoi à l'étranger.

Néanmoins, la Tunisie peine encore à classer les douloureux souvenirs de l'esclavage et de la traite humaine dans son passé, à cause du racisme toujours patent dans la société. Le 23 décembre dernier, le président de l'Association des Ivoiriens en Tunisie a été tué à l'arme blanche, dans un quartier de Tunis où les agressions racistes sont fréquentes. Les associations, qui fustigent le laxisme de l'État et dénoncent un vocabulaire raciste et à connotation esclavagiste, s'inquiètent également des chiffres divulgués dans le dernier rapport de l'Association de lutte contre la traite humaine. Entre 2017 et 2018, plus de 700 cas – exploitation économique et sexuelle, travail domestique des enfants, etc. – ont été enregistrés en Tunisie.

SOURCE : JEUNE AFRIQUE